

# L'Université Bordeaux Montaigne soutient la lutte des étudiant·es et du personnel contre la réforme des retraites et appelle à l'amplification d'une mobilisation de tous les secteurs à l'échelle nationale

## Une réforme inutile et nocive

Nous, étudiant·es et personnels mobilisé·es de l'Université Bordeaux Montaigne, refusons l'imposition dans la précipitation d'une réforme injuste, inutile et aux effets catastrophiques sur la vie des citoyen·nes. Elle s'inscrit dans la continuité d'un travail délibéré de casse du service public et de précarisation des travailleur·ses. Après l'Université, l'École, et l'Hôpital, les retraites.

Cette réforme malhonnête prétend se justifier par la hausse de l'espérance de vie, sans égards pour les conditions d'existence véritables des citoyen·nes : rappelons que d'après l'INSEE, l'espérance de vie sans incapacité s'élevait en 2020 à 63,9 ans<sup>1</sup>. Ensuite, elle présente comme un fait naturel le résultat de choix économiques concrets, effectués dans un cadre de pensée précis : l'idéologie néolibérale. Le gouvernement brandit de façon fallacieuse l'argument d'un « sauvetage nécessaire » du système par répartition qui ne pourrait prendre que la forme d'une politique d'austérité. Or, le gouvernement a privé l'État de recettes importantes par sa politique fiscale en faveur des acteurs les plus riches de la société. Il refuse d'envisager d'autres leviers que la hausse de l'âge légal de départ, et se permet de brandir la capitalisation des retraites comme un épouvantail : c'est pourtant vers là que son projet néolibéral nous conduit. Ces manœuvres sont d'un cynisme révoltant.

Face à la contestation populaire, qui atteste la fragilité de ces éléments de langage, la « pédagogie » du gouvernement en la matière a consisté en un matraquage d'arguments frelatés<sup>2</sup>, accompagné de la délégitimation systématique des opinions dissonantes, taxées d'immobilisme, d'idéalisme ou d'inconscience. Quand le gouvernement avait daigné consulter le peuple en 2019, à travers le « Grand débat », il avait, de la même manière, enterré les revendications massives de remise en place de l'ISF. Cette fois-ci, le gouvernement a décidé de pratiquer un *hold-up* démocratique, au moyen de dispositifs certes constitutionnels, mais utilisés ici de manière extrêmement autoritaire : « Nous voulions aller au vote. (...) Le compte n'y était pas. » (Elisabeth Borne sur TF1, le 16 mars). Ce déni de démocratie s'est observé dans le refus de s'en remettre aux procédures normales du débat parlementaire (usage des article 47-1 et 44-3), et le refus de risquer le vote au nom de prétendus impératifs économiques (usage de l'article 49-3).

En bafouant la démocratie délibérative, le gouvernement alimente une crise fondamentale de confiance dans les institutions et dans la parole politique. Sa réponse se caractérise au minimum par du mépris, et dans le pire des cas, par une violence débridée<sup>3</sup> à l'égard des personnes exerçant leurs droits constitutionnels de grève et de manifestation. Ces atteintes aux droits élémentaires des citoyen·nes par l'exécutif s'inscrivent dans la continuité d'une politique autoritaire et répressive, qui n'a fait que s'affirmer au cours des dernières années. Celles-ci se traduisent concrètement par des décisions et des actes

---

<sup>1</sup> INSEE, « Espérance de vie en bonne santé », <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281641?sommaire=3281778#tableau-figure2>

<sup>2</sup> <https://www.acrimed.org/Lexique-pour-temps-de-reforme-des-retraites-2023>

<sup>3</sup> Voir le rapport de l'OPLP (LDH) sur la violence de la BRAV-M. <https://site.ldh-france.org/paris/files/2023/04/Rapport-BRAV-M-complet-12.04.2023.pdf>

inacceptables en régime démocratique : détentions arbitraires, coups, humiliations et agressions sexuelles.

## La mobilisation à l'UBM

L'opposition largement partagée à la politique du gouvernement au sein de sa communauté a conduit l'UBM à une prise de position officielle contre la réforme, suivie d'un blocage pacifique de l'université par les étudiant·es mobilisé·es depuis le mercredi 15 mars et le mercredi 12 avril. Sans avoir fait l'unanimité, ce moyen de mobilisation, a permis, comme sur d'autres campus bordelais, la tenue d'assemblées générales quotidiennes ; sa reconduction a systématiquement été soumise au vote des usager·es et du personnel en capacité d'être présent·es. En outre, grâce à un dialogue constant entre le comité de mobilisation et la Présidence, ce blocage s'est effectué sans heurts ni dégradations. Il a permis l'organisation de conférences et d'ateliers, et suscité des conversations qui n'auraient jamais eu lieu dans des circonstances dites « normales ». La réouverture du campus, adoptée à l'AG rassemblée le vendredi 7 avril, ouvre aujourd'hui des perspectives pour la poursuite d'une mobilisation que nous souhaitons voir se renforcer s'étendre. Tandis que les personnes mobilisées œuvrent en ce sens, l'opposition à la mobilisation, elle, s'est exprimée de manière violente, anonyme et illégale, comme l'a montré la tentative d'agression des étudiant·es mobilisé·es par des individus cagoulés et armés, le soir du 16 mars.

La mobilisation en cours à l'UBM représente une opportunité exceptionnelle pour la concertation des différent·es usager·es et personnels de l'université (étudiant·es, enseignant·es, personnels BIATSS, quels que soient leur fonction et leur statut). Elle ouvre la voie à une fédération des initiatives des différents campus mobilisés, à l'échelle de Bordeaux ainsi qu'à l'échelle nationale. En nous libérant de la routine, du dictat des échéances administratives et de l'évaluation, elle nous permet surtout de réaffirmer des valeurs et des pratiques qui sont au cœur des missions fondamentales de l'Université : réflexion, débat, esprit critique.

Cette réforme, vue depuis l'Université, ne peut qu'aggraver un état déjà déplorable de l'écosystème de l'enseignement supérieur et de la recherche<sup>4</sup> qu'atteste le bilan social 2020 de l'UBM<sup>5</sup> : les non-titulaires y représentent 35% des effectifs enseignants et 37% des effectif des BIATSS. Faut-il en outre rappeler que les cours en licence sont en grande partie assurés par des personnels précaires ? Faut-il rappeler que les centaines de doctorant·es, en études longues, souvent non-financés, se trouvent mis·es en concurrence pour des postes dont le nombre ne fait que décroître ? Faut-il rappeler la dégradation continue des conditions de travail à l'Université, faute de locaux, de reconnaissance, d'enseignant·es, et de personnel ? Faut-il rappeler la précarité invisibilisée et donc méconnue des étudiant·es, des personnels de bibliothèque, administratifs, techniques, de santé et d'entretien ? Comment l'État, qui se désengage chaque jour un peu plus des universités au nom de l' « autonomie », en ne compensant plus, par exemple, le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), peut-il inclure dans sa réforme la possibilité d'un départ à la retraite à 70 ans au lieu de 67 ans sans la moindre dérogation ? Qui paiera ces salaires et leur augmentation

---

<sup>4</sup> <https://universiteouverte.org/2020/02/10/la-precarite-dans-lenseignement-et-la-recherche/>

<sup>5</sup> Université Bordeaux Montaigne, *Bilan social édition 2020*, <https://www.u-bordeaux-montaigne.fr/fr/universite/organisation/recueil-des-actes-administratifs-1/nominations.html>

indiciaire automatique sur ces dernières années ? C'est malheureusement aux universités, déjà dans des contraintes financières insolubles, que reviendra cette charge.

## **Un soutien à la mobilisation nationale**

De ce point de vue, il nous paraît fondamental de mettre en lumière la variété des métiers de l'Université et les précarités du système universitaire, auprès des 18.000 usager·es du campus comme au-delà, et d'assurer dans notre établissement la poursuite et l'amplification de cette mobilisation, par une variété de dispositifs : conférences, débats, cours dégagés de la pression de l'évaluation, etc. La mobilisation de l'université doit aussi permettre d'afficher un soutien visible aux secteurs clés du monde du travail, déconsidérés à proportion inverse de leur importance. Ces secteurs (raffinerie, énergie, transports, santé, hygiène, éducation...), qui reconduisent courageusement leurs grèves, se trouvent les plus touchés par l'injustice des réformes en cours ; la crise sanitaire avait pourtant démontré, s'il était besoin, leur caractère absolument essentiel. Ils et elles ont conscience que leur impact est supérieur au nôtre, quand le refus du dialogue social fait d'une plus grande radicalité d'action le dernier recours pour être entendu.

Par cette voie, nous, membres de la communauté universitaire, rappelons collectivement au gouvernement notre attachement à une tenue intègre des débats parlementaires, au respect des opinions contradictoires, et à l'honnêteté élémentaire requise pour viser le bien public. Nous montrons, à notre échelle, que nous sommes capables de garantir un cadre et une temporalité des débats qui sont adaptés à l'importance de l'enjeu ; nous montrons que nous sommes capables de reconnaître la légitimité de l'expression de la population nationale lorsqu'elle use de ses droits constitutionnels de faire la grève et de manifester. Si nous pouvons le faire, le gouvernement doit en être capable.

## **Nos revendications**

- Nous appelons au retrait de la réforme.
- Nous appelons à la lutte continuée contre son application.
- Nous appelons à la signature collective de ce texte, et à la rédaction d'une tribune au nom des campus mobilisés de la ville de Bordeaux, et à l'échelle nationale.
- Nous appelons la communauté universitaire à reconnaître la valeur de la mobilisation de ses étudiant·es et à considérer leurs intérêts sur la question de la validation de leur semestre.
- Nous rappelons l'interdiction de basculer les enseignements à distance en dehors d'un contexte de catastrophe et de pandémie (cf. Grands principes pédagogiques au regard des blocages du second semestre 2022-2023 approuvés par la CFVU le 30 mars 2023<sup>6</sup>). Cela ne peut servir à contourner une mobilisation légitime. Nous nous opposons, de plus, à la systématisation du recours à l'enseignement à distance, lorsque ce dernier est envisagé comme solution à tous les problèmes structurels de l'Université.

---

<sup>6</sup> <https://entp.u-bordeaux-montaigne.fr/fr/universite/projets-d-etablissement/nouvelle-offre-de-formation-2022-2027/guide-pedagogique.html>

- Dans ce sens, nous appelons la communauté universitaire à favoriser l'implication de tous ses membres dans les activités de mobilisation sur les campus, qui nous rapprochent du cœur de nos missions de service public, mais aussi à préserver les acquis des Assemblées Générales qui se sont tenues dans notre établissement.
- Nous nous opposons à toute réforme qui aggraverait la précarisation déjà engagée des usager-es de l'Université (étudiant-es, personnels d'entretien, personnels de bibliothèque, ingénieurs administratifs, techniques, sociaux, de santé, enseignants-chercheurs, doctorants, etc.).
- Nous attendons des actions de la part des acteurs et actrices de l'Université qui, par leur statut, fonction ou crédit, sont le plus en mesure d'œuvrer à la concrétisation de ces objectifs.

Le 13 avril 2023

Signataires :

*Antoine Ducoux, ATER en Littérature comparée - Pierre Katzarov, doctorant en Littérature comparée - Valéry Hugotte, maître de conférences en littérature française - Béchir Ghachem, doctorant en littérature francophone - Claire Varin d'Ainvelle, doctorante en littérature française - Alice Vintenon, MCF en littérature du XVIe siècle - Anne Bajard, MCF en latin - Nicolas Patin, MCF en histoire contemporaine - Roxane Chilà, PRAG en histoire médiévale - Françoise Poulet, MCF en littérature du XVIIe siècle - Eve de Dampierre-Noiray, MCF littérature comparée - Dominique Pinsolle, MCF histoire contemporaine - Aubin Gonzalez, MCF histoire contemporaine - Alexandre Iagodkine, doctorant en philosophie - Nicolas Guillot, PR en sciences du langage, directeur adjoint de l'UFR Langues et Civilisations - Florence Plet, MCF Langue & littérature médiévales - Yuri Mourão Falcão, Lecteur de langue portugaise de norme brésilienne, UFR Langues et Civilisations - Hélène Camarade, PR en études germaniques - Mélanie Petit, MCF en sciences du langage - Laure Beltran, doctorante ATER en études hispaniques - Omar Fertat, MCF, études arabes - Lia Kurts Woeste, MCF-HDR en sciences du langage - Federico Bravo, Professeur en linguistique - Carine Matulik, PRCE de Lettres Modernes - Guillaume Muller, MCF Études japonaises - Ezéchiél JEAN-COURRET, MCF Histoire médiévale - Isabelle Touton, MCF en études hispaniques - Céline Martin, MCF Histoire médiévale - François Boisivon, enseignant vacataire, master « Traduction pour l'édition [anglais-français] » - Marine Guerry, enseignante contractuelle, Études Japonaises - Lucie Schumacher, étudiante en Lettres Modernes - Elise Palomino, enseignante vacataire à l'UFR Langues et Civilisations - Lise Segas, MCF études latino-américaines - Mathilde Buliard, doctorante en littérature française - Dominique Fratani, MCF, Etudes italiennes - Jason Mullaly, PRAG d'anglais - Benjamin Sarcy, bibliothécaire (BIATSS) - Pascal Ricarrère-Caussade, bibliothécaire, chargé de cours en histoire de l'art - Johanna Kuningas, enseignante vacataire, licence LEA - Gilles Russeil, bibliothécaire - Fouzia Ouirini, bibliothécaire (SCD) - Emmanuelle Guth, bibliothécaire (BIATSS) - Sandra Sauer, bibliothécaire (BIATSS) - Antoine Barthelemy, bibliothécaire - Margaux Fournier, bibliothécaire - Lucie Cambronne, technicienne BIATSS - Dewi Trebaul, Ater en Etudes Germaniques - Isabelle Poulin, Pr en Littérature comparée - Eddy Dufourmont, Pr en études japonaises - Mathieu Chipponi, Gestionnaire de ressources humaines SCD - Kamala Marius, MCF HDR , géographie et gender studies - Marielle Goyheix, enseignante vacataire - UFR langues et civilisations - Marie-Aude Sicard, bibliothécaire - Kimberley Bonardo-Moreau, Étudiante en Lettres Modernes. - Sofiene Leymeregie, Étudiant en Histoire - Jacques Lapergue, enseignant IUT Bordeaux Montaigne - Emilie Souzeau, bibliothécaire*

*Eve Tissot, étudiante en Philosophie, monitrice (BIATSS) - Maëlle Queyroi, Étudiante en Lettres Modernes - Mylène Proust, Etudiante en Lettres Modernes - Fidji Larcher, étudiante en Lettres Modernes - Marie Gall, doctorante en littérature - Ninon Bourgoïn, étudiante en Lettres Modernes - Molinier Elodie étudiante en LLCER Japonais - Marie Avignon, chargée de cours - UFR langues et civilisations - Emmy Bonneau-Sabadel, BIATSS - Moussu Victoria, étudiante en Lettres Modernes - Aurélien Royer, enseignant en lycée - Caroline Arioli, Bibliothécaire (BIATSS) - Romain Albinet, étudiant Master REEL - Sylvain Musset, étudiant en Master REEL - Mathilde Bouche, Étudiante en Histoire - Hugo Legrand, étudiant en LLCER Japonais - Enola Laurens, étudiante en LLCER Japonais - Liza Le Bohec, étudiante en LEA Japonais - Elisa Roffiaen, étudiante en LEA anglais-Japonais - Cassandre Deneka--Collin, étudiante en LLCER Japonais - Axel Escande, étudiant en Lettres Modernes - Bardin Alexandrea, étudiante en LEA japonais - Eva Grégoire, étudiante en LLCER Japonais - Eva Berroyer, étudiant en LLCER Japonais - Valentine Herbaut, étudiante en Lettres Modernes - Pauline Sorel, étudiante en Lettres modernes - Eva JOSÉPHINE, étudiante en LLCER Japonais - Roussel Ilinca, étudiante en LEA anglais-japonais - Svircevic Lana, étudiante en LEA anglais-espagnol - Jeanne Chasseriau, étudiante en LLCER Japonais - Célia Cassoudebat, étudiante en Lettres modernes - Simon SAINTARAILLES, étudiant en LLCER Japonais - Célia Daulon, étudiante en Lettres Modernes - Cassandra Daulon, étudiante en LEA Anglais - Espagnol - Manon Furet, étudiante en Lettres classiques - Ammar Nora , étudiante en LLCER Japonais - Priscilla Panechou, étudiante en LLCER japonais - Sarah HENNE, étudiante en LEA anglais-japonais - Braidotti Sohan, étudiant en LLCER Japonais - Andréa Pato, étudiante en Arts-Plastiques - Marion Pato, Master design d'Interaction, innovation, service - Typhanie Helleringer, étudiante en lettres Modernes - Sammy Sahastume, étudiant en LEA Anglais - Japonais - Barrere Victoria, étudiante en Lettres Modernes - Louane De Mota Ferreira, étudiante en Master Etudes Culturelles - Quentin Lefort, étudiant en Master Bande dessinée - Hélène Cerclé, étudiante en Master Etudes Culturelles - Claire Delatouche, étudiante en Master Études Culturelles - Marie Camin, étudiante en Lettres Modernes - Quentin Reymond, étudiant en Lettres Modernes - Thaïs Ferrand, étudiante en LLCER Japonais - Maxence Hubert, étudiant LLCER Japonais - Perrine Cottel étudiante en LLCER Japonais - Arthur Micheau, Histoire - Solal Savener, étudiant en Lettres Modernes - Titouan Bouché, étudiant en LLCER Japonais - Cazaban Romain, étudiant LLCE Allemand - Cazenave Laura, étudiante en lettres modernes - Célia Mistrot—Dauzères, étudiante en LEA Anglais - Japonais - Mae Lamtaoui, étudiante en Lettres Babel - Tatin Nina, étudiante en LLCER Japonais - Jeanne Remy, étudiante en Lettres Babel - Nathan Noblesse, étudiant en histoire - Coline Giraud, étudiante en Lettres Modernes - Maëlys Mazaudon, étudiante en LLCER Japonais - Melyna Chesneau, étudiante en Lettres Babel - Ninon Bourdet, étudiante en Lettres Babel - Lucie Delval, étudiante en Lettres modernes - Radgui Réjane étudiante en LLCER arabes - Nathalie Champagnol-Martet, bibliothécaire - Sylvain Machefert, ingénieur d'études SCD - Mélanie Duron, étudiante en Infocom - Anglais - Axel Fourcaud, bibliothécaire-BIATSS - Océane Ramachetty, étudiante en Lettres Babel - Emma Sorbere, étudiante en infocom - LLCER anglais - Marie Clec'h, étudiante en Lettres - Babel - Fiona Voivenel, étudiante en LLCER Japonais - Nina Nunes, étudiante en Lettres Babel ...*